

Commission: Sommet Blue New Deal

Problématique: Comment assurer la protection des cours d'eau et aquifères et couvrir les besoins en eau de l'UE et du continent européen ?

Auteur: Slovaquie

La Slovaquie est une démocratie parlementaire dirigée par un chef de gouvernement, qui est le premier ministre, Robert Fico, et qui exerce l'essentiel du pouvoir exécutif. Cette dernière est aussi constituée d'un chef d'État, la présidente, Zuzana Čaputová qui est la chef officielle de l'exécutif, mais dont les pouvoirs sont en réalité très limités. Zuzana Čaputová, avocate de formation, était connue avant son élection pour son engagement en faveur de la lutte contre la corruption, de l'environnement et de l'État de droit. La Slovaquie est entrée dans l'Union européenne le 1er mai 2004, dans l'espace Schengen en 2007 et dans la zone euro en 2009. En effet, la protection des cours d'eau et des aquifères, tout en répondant aux besoins en eau de l'UE et du continent européen représente un défi majeur pour notre pays, qui nécessite une approche collaborative impliquant le gouvernement, les entreprises et la société civile. Cela implique tout de même de prendre en compte les aspects sociaux, économiques et environnementaux afin de garantir une gestion durable des ressources en eau.

La Slovaquie, en tant que pays situé au cœur de l'Europe, joue un rôle essentiel dans la préservation des ressources en eau de la région. Cependant, il y a divers enjeux et problèmes tels que la dégradation de la qualité de l'eau. En effet, en Slovaquie, certains cours d'eau sont exposés à diverses formes de pollution, notamment industrielle, agricole et urbaine. Les activités minières peuvent mener au rejet de substances toxiques dans les cours d'eau, compromettant ainsi la qualité de l'eau et la santé des écosystèmes aquatiques. Par ailleurs, l'urbanisation croissante et l'expansion des zones industrielles peuvent entraîner une surexploitation des ressources en eau, notamment des aquifères. Dans ce pays, le développement industriel et urbain peut exercer une pression supplémentaire sur les cours d'eau, mettant en péril l'équilibre hydrologique et la disponibilité des ressources en eau pour les populations locales et les écosystèmes. De plus, le changement climatique a des répercussions sur la disponibilité et la qualité de l'eau. En Slovaquie, ces changements peuvent se traduire par la sécheresse, ou des inondations plus fréquentes.

Le rôle de la Slovaquie est essentiel pour assurer la protection des cours d'eau et aquifères et couvrir les besoins en eau de l'UE et du continent européen puisque, dans un premier temps, à cause de sa fonction géographique. La Slovaquie est traversée par des cours d'eau importants tels que le Danube, la Vah et la Hron, qui sont des voies de transport et des sources d'eau potable et d'irrigation pour le pays et pour la région. En tant que membre de l'UE et pays d'Europe centrale, la Slovaquie joue un rôle clé dans la préservation des ressources en eau et la promotion de la coopération transfrontalière pour la gestion des bassins hydrographiques partagés. Dans un deuxième temps, la Slovaquie participe aux initiatives de l'UE visant à protéger les cours d'eau et les aquifères, telles que la Directive-cadre sur l'eau, qui vise à atteindre un bon état écologique et chimique des eaux d'ici 2027.

La position de la Slovaquie sur cette problématique est influencée par divers facteurs, notamment ses intérêts nationaux, ses engagements européens, et ses perceptions politiques, qui peuvent varier entre europhilie et euroscepticisme. En tant que membre de l'UE, la Slovaquie est également tenue de respecter les directives et les réglementations européennes relatives à la protection de l'environnement et des ressources en eau. Cela inclut la Directive-cadre sur l'eau, qui vise à garantir un bon état écologique et chimique des eaux européennes, ainsi que d'autres initiatives telles que la Stratégie pour une agriculture durable et la Politique Commune de la Pêche, qui ont des répercussions sur la gestion des cours d'eau et aquifères.

La Slovaquie possède des ressources en eau importantes, notamment des rivières et des lacs qui sont essentiels pour l'approvisionnement en eau potable, l'agriculture, l'industrie et le tourisme. Par conséquent, la protection des cours d'eau et des aquifères revêt une importance

stratégique pour la sécurité hydrique et le développement économique du pays. En tant que pays en grande partie rural avec une économie agricole importante, la Slovaquie est également confrontée à des défis spécifiques liés à la gestion des polluants agricoles et à la préservation de la qualité de l'eau dans les zones rurales.

La position de la Slovaquie sur les questions environnementales et européennes peut varier en fonction des orientations politiques du gouvernement en place. Bien que certains partis politiques slovaques puissent adopter une position plus europhile, mettant l'accent sur la coopération européenne pour résoudre les problèmes environnementaux, d'autres peuvent adopter une approche plus critique, exprimant des préoccupations concernant la souveraineté nationale et les coûts de la conformité aux réglementations européennes.

En ce qui concerne la protection des cours d'eau et des aquifères à l'échelle européenne, la Slovaquie est susceptible de favoriser la coopération et le dialogue avec d'autres États membres et les institutions de l'UE. Cela peut inclure la participation à des initiatives de recherche et de partage des meilleures pratiques, ainsi que la promotion d'une approche intégrée des politiques de l'eau à travers l'UE.

Ainsi, la Slovaquie a adopté et mis en œuvre plusieurs mesures et initiatives pour assurer la protection des cours d'eau et des aquifères, tout en répondant aux besoins de sa population et de l'UE dans son ensemble. En plus de la Directive-cadre sur l'eau, la Slovaquie a aussi mis en œuvre des programmes de surveillances de la qualité de l'eau dans ses cours d'eau et ses lacs, collectant des données sur le niveau de pollution, les paramètres physico-chimiques et biologiques, afin d'évaluer l'état écologique et chimique des eaux et de prendre des mesures correctives si nécessaire. Tout de même, la Slovaquie participe à des projets de restauration des écosystèmes fluviaux, y compris la restauration d'habitats naturels, la renaturation des cours d'eau et la démolition ou modification des barrages obsolètes pour restaurer la connectivité écologique des cours d'eau. Par ailleurs, pour promouvoir une utilisation efficace de l'eau en agriculture, la Slovaquie met en œuvre des programmes de gestion de l'irrigation visant à encourager les pratiques agricoles durables, telles que l'irrigation au goutte-à-goutte, la rotation des cultures, et la réduction de l'utilisation des pesticides et des engrais. Par la suite, la Slovaquie accorde une attention particulière à la protection des zones humides et des zones de recharge des aquifères, en mettant en place des mesures de conservation et de restauration pour préserver ces écosystèmes cruciaux et garantir la recharge des réserves en eau souterraine. Par ailleurs, la Slovaquie coopère avec ses voisins européens, notamment la République tchèque, la Hongrie, l'Autriche et l'Ukraine, dans le cadre de bassins hydrographiques transfrontaliers pour gérer conjointement les ressources en eau partagées, partager des données et des meilleures pratiques, et résoudre les problèmes communs liés à la qualité et à la quantité de l'eau. Enfin, la Slovaquie encourage l'efficacité énergétique et la transition vers les énergies renouvelables dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, réduisant ainsi l'empreinte écologique de la production et du traitement de l'eau tout en contribuant à la lutte contre le changement climatique.

En somme, la Slovaquie a pris des mesures significatives pour garantir la protection des cours d'eau et des aquifères, tout en répondant aux besoins en eau de l'UE et du continent européen. Néanmoins, Bien que certains partis politiques slovaques puissent adopter une position plus europhile, d'autres peuvent adopter une approche plus critique, exprimant des préoccupations concernant la souveraineté nationale et les coûts de la conformité aux réglementations européennes.